

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2009 - 1^{ère} notification

Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 6,3% et 6,8% du PIB

Dette publique à 78,7% et 73,6%

Le déficit public¹ et la dette publique¹ se sont accrus en 2009 par rapport à 2008, tant dans la **zone euro**² (ZE16) que dans l'**UE27**, tandis que le PIB a diminué. Dans la **zone euro**, le ratio du déficit public par rapport au PIB a augmenté, passant de 2,0% en 2008³ à 6,3% en 2009, et dans l'**UE27** de 2,3% à 6,8%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a crû dans la **zone euro**, de 69,4% à la fin de 2008 à 78,7% à la fin de 2009, et dans l'**UE27**, de 61,6% à 73,6%.

		2006	2007	2008	2009
Zone euro (ZE16)					
PIB prix du marché (pm)	(million euro)	8 553 600	9 003 902	9 258 895	8 977 933
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-112 048	-55 723	-181 176	-565 111
	(% du PIB)	-1,3	-0,6	-2,0	-6,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,7	46,0	46,8	50,7
Recettes publiques	(% du PIB)	45,3	45,4	44,9	44,4
Dette publique	(million euro)	5 842 888	5 940 433	6 424 615	7 062 625
	(% du PIB)	68,3	66,0	69,4	78,7
UE27					
PIB pm	(million euro)	11 682 471	12 364 567	12 500 094	11 804 734
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-167 687	-103 584	-285 685	-801 866
	(% du PIB)	-1,4	-0,8	-2,3	-6,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,3	45,7	46,9	50,7
Recettes publiques	(% du PIB)	44,9	44,9	44,6	44,0
Dette publique	(million euro)	7 172 706	7 265 256	7 697 027	8 690 304
	(% du PIB)	61,4	58,8	61,6	73,6

En 2009, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Irlande** (-14,3%), en **Grèce** (-13,6%), au **Royaume-Uni** (-11,5%), en **Espagne** (-11,2%), au **Portugal** (-9,4%), en **Lettonie** (-9,0%), en **Lituanie** (-8,9%), en **Roumanie** (-8,3%), en **France** (-7,5%) et en **Pologne** (-7,1%). Aucun État membre n'a enregistré un excédent public en 2009. Les plus faibles déficits ont été enregistrés en **Suède** (-0,5%), au **Luxembourg** (-0,7%) et en **Estonie** (-1,7%). Au total, vingt-cinq États membres ont enregistré une détérioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB en 2009 par rapport à 2008, et deux (l'**Estonie** et **Malte**) une amélioration.

A la fin de 2009, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (7,2%), au **Luxembourg** (14,5%), en **Bulgarie** (14,8%), en **Roumanie** (23,7%), en **Lituanie** (29,3%) et en **République tchèque** (35,4%). Douze États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2009: l'**Italie** (115,8%), la **Grèce** (115,1%), la **Belgique** (96,7%), la **Hongrie** (78,3%), la **France** (77,6%), le **Portugal** (76,8%), l'**Allemagne** (73,2%), **Malte** (69,1%), le **Royaume-Uni** (68,1%), l'**Autriche** (66,5%), l'**Irlande** (64,0%) et les **Pays-Bas** (60,9%).

En 2009, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 50,7% du PIB et les recettes publiques⁴ 44,4%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 50,7% et 44,0%. Entre 2008 et 2009, le ratio des dépenses publiques a augmenté dans les deux zones, tandis que celui des recettes publiques a diminué.

Réerves sur les données déclarées⁵

Grèce: Eurostat exprime une réserve sur la qualité des données déclarées par la Grèce, en raison des incertitudes sur l'excédent des caisses de sécurité sociale pour 2009, sur le classement de certains organismes publics et sur l'enregistrement des swaps hors taux de marché. Après l'achèvement de l'enquête qu' Eurostat a entrepris sur ces questions en collaboration avec les autorités statistiques grecques, cela pourrait conduire à une révision pour l'année 2009 de l'ordre de 0,3 à 0,5 point de PIB pour le déficit et de 5 à 7 points de PIB pour la dette.

Modification par Eurostat des données déclarées⁶

Royaume-Uni: Eurostat a modifié les données du déficit notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2006 à 2009 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS en 2000. Ceci aboutit à une augmentation des déficits publics pour les années 2007 et 2008 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2005/2006, 2007/2008 et 2008/2009) de 1044 millions de GBP (0,1% du PIB) et pour 2006 et 2009 (exercice budgétaire 2006/2007) de 1045 millions de GBP (0,1% du PIB). Les chiffres de la dette sont inchangés.

Autres points

Publication de tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière

Eurostat publie en annexe 2, comme dans le communiqué de presse d'octobre 2009 sur la procédure concernant les déficits excessifs, des tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière pour la zone euro et l'UE27. Ces tableaux contiennent des données sur le 'gain/ coût net pour les administrations publiques (impact sur le déficit public SEC 95)' ainsi que sur 'l'encours des actifs et des passifs effectifs et des passifs contingents des administrations publiques' en relation avec les interventions publiques menées dans le contexte de la crise financière pour les années 2007 à 2009. Eurostat publie également sur son site (http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil) un tableau résumé ainsi que des tableaux pour chaque Etat membre. Voir également la décision d'Eurostat sur l'enregistrement statistique des interventions publiques destinées à soutenir les institutions et les marchés financiers durant la crise financière (Communiqué de presse d'Eurostat 103/2009 du 15 juillet 2009).

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, fournit⁷ les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **première notification de 2010** pour les années 2006 à 2009 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC 95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques, ainsi qu'une annexe présentant les principales révisions depuis le communiqué de presse d'octobre 2009.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la section consacrée aux statistiques de finances publiques, des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks): http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/introduction.

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales, et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euro en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE16): Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie sur l'ensemble de la période, bien que la Slovénie ait rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2007, Chypre et Malte le 1^{er} janvier 2008, et la Slovaquie le 1^{er} janvier 2009.
3. Dans la précédente livraison des données pour la procédure de déficits excessifs, les déficits publics de la ZE16 et de l'UE27 étaient en 2008 respectivement de 2,0% et 2,3% du PIB. La dette publique de la ZE16 était de 69,3% du PIB et celle de l'UE27 de 61,5% du PIB. Voir le communiqué de presse 149/2009 du 22 octobre 2009.

4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission du SEC95. Elles sont les sommes d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est à dire la différence entre les recettes publiques et les dépenses totales) n'est pas exactement le même selon le SEC95 et celui calculé aux fins de la procédure concernant les déficits excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:
- La définition du SEC95 sur la capacité/besoin de financement n'inclut pas les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux, car ils sont enregistrés comme opérations financières.
 - Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux sont enregistrés comme des intérêts et contribuent à la capacité/besoin de financement des administrations publiques.
- Pour 2009, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure excepté en **Suède** (0,27% du PIB), en **Finlande** (0,25% du PIB), au **Danemark** (0,11% du PIB), en **Lettonie** (0,10% du PIB) et en **Grèce** (-0,10%). Ces différences améliorent la capacité/besoin de financement pour la procédure de déficits excessifs pour tous les pays mentionnés, sauf la Grèce.
5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil 479/2009. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil 479/2009, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
7. Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil 479/2009, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données de déficit et de dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

*Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil 479/2009 (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:145:0001:0009:FR:PDF>), le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-fr.pdf>) et la publication d'Eurostat "**Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique**", deuxième édition (2002), 240 pages, ISBN 92-894-3232-2, version PDF gratuite, version papier prix 37 euros (TVA exclue). Des ajouts à cette publication concernant la titrisation, les apports de capitaux, le classement des régimes de pension avec constitution de réserves, les versements d'une somme forfaitaire dans le cadre du transfert d'obligations de pension, et les contrats à long terme entre des unités publiques et des partenaires privés sont disponibles sur le site internet d'Eurostat dans la section dédiée aux statistiques de finances publiques.*

Publié par :
Service de presse Eurostat

Tim ALLEN
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse sur internet:
<http://ec.europa.eu/eurostat>

Une sélection des principaux indicateurs économiques européens:
<http://ec.europa.eu/eurostat/euroindicators>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2006	2007	2008	2009
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	318 193	334 948	344 676	337 758
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	814	-661	-4 061	-20 187
	(% du PIB)	0,3	-0,2	-1,2	-6,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,6	48,4	50,0	54,2
Recettes publiques	(% du PIB)	48,7	48,2	48,8	48,2
Dette publique	(millions euro)	280 425	282 120	309 522	326 606
	(% du PIB)	88,1	84,2	89,8	96,7
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	49 361	56 520	66 728	66 256
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	1 485	39	1 224	-2 570
	(% du PIB)	3,0	0,1	1,8	-3,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	36,5	41,5	37,3	40,7
Recettes publiques	(% du PIB)	39,5	41,5	39,1	36,9
Dette publique	(millions BGN)	11 189	10 287	9 389	9 795
	(% du PIB)	22,7	18,2	14,1	14,8
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	3 222 369	3 535 460	3 688 994	3 627 188
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-84 902	-23 875	-100 346	-215 007
	(% du PIB)	-2,6	-0,7	-2,7	-5,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,7	42,5	42,9	46,1
Recettes publiques	(% du PIB)	41,1	41,8	40,2	40,3
Dette publique	(millions CZK)	948 276	1 023 784	1 104 915	1 282 291
	(% du PIB)	29,4	29,0	30,0	35,4
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 631 659	1 691 472	1 737 448	1 657 857
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	84 195	80 856	59 035	-45 086
	(% du PIB)	5,2	4,8	3,4	-2,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,6	50,9	51,8	58,6
Recettes publiques	(% du PIB)	56,6	55,7	55,3	55,8
Dette publique	(millions DKK)	523 351	462 786	593 798	689 036
	(% du PIB)	32,1	27,4	34,2	41,6
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 325 100	2 428 200	2 495 800	2 407 200
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-37 800	4 880	990	-79 410
	(% du PIB)	-1,6	0,2	0,0	-3,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,4	43,7	43,7	47,6
Recettes publiques	(% du PIB)	43,7	43,9	43,7	44,3
Dette publique	(millions euro)	1 571 673	1 578 833	1 646 163	1 762 211
	(% du PIB)	67,6	65,0	66,0	73,2
Estonie					
PIB pm	(millions EEK)	206 996	244 504	251 493	214 828
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions EEK)	5 184	6 412	-6 908	-3 703
	(% du PIB)	2,5	2,6	-2,7	-1,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,0	34,8	39,9	45,4
Recettes publiques	(% du PIB)	36,5	37,4	37,1	43,6
Dette publique	(millions EEK)	9 242	9 268	11 600	15 501
	(% du PIB)	4,5	3,8	4,6	7,2
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	176 759	189 751	181 816	163 543
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	5 221	261	-13 198	-23 350
	(% du PIB)	3,0	0,1	-7,3	-14,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,4	36,6	42,0	48,4
Recettes publiques	(% du PIB)	37,4	36,7	34,7	34,1
Dette publique	(millions euro)	44 059	47 410	79 859	104 667
	(% du PIB)	24,9	25,0	43,9	64,0

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2006	2007	2008	2009
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	210 459	226 437	239 141	237 494
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-7 496	-11 478	-18 303	-32 342
	(% du PIB)	-3,6	-5,1	-7,7	-13,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,2	45,0	46,8	50,4
Recettes publiques	(% du PIB)	39,3	39,7	39,1	36,9
Dette publique	(millions euro)	205 738	216 731	237 252	273 407
	(% du PIB)	97,8	95,7	99,2	115,1
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	984 284	1 052 730	1 088 502	1 051 151
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	19 847	20 066	-44 260	-117 630
	(% du PIB)	2,0	1,9	-4,1	-11,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	38,4	39,2	41,1	45,9
Recettes publiques	(% du PIB)	40,4	41,1	37,0	34,7
Dette publique	(millions euro)	389 507	380 660	432 233	559 650
	(% du PIB)	39,6	36,2	39,7	53,2
France					
PIB pm	(millions euro)	1 806 433	1 895 284	1 948 511	1 919 316
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-41 066	-51 433	-64 677	-144 849
	(% du PIB)	-2,3	-2,7	-3,3	-7,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	52,7	52,3	52,8	55,6
Recettes publiques	(% du PIB)	50,4	49,6	49,5	48,1
Dette publique	(millions euro)	1 149 937	1 208 950	1 315 147	1 489 025
	(% du PIB)	63,7	63,8	67,5	77,6
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 485 377	1 546 177	1 567 851	1 520 870
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-49 403	-23 191	-42 575	-80 800
	(% du PIB)	-3,3	-1,5	-2,7	-5,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,7	47,8	48,8	51,9
Recettes publiques	(% du PIB)	45,4	46,4	46,2	46,6
Dette publique	(millions euro)	1 582 081	1 599 755	1 663 452	1 760 765
	(% du PIB)	106,5	103,5	106,1	115,8
Chypre					
PIB pm	(millions euro)	14 435	15 879	17 248	16 947
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-173	537	158	-1 029
	(% du PIB)	-1,2	3,4	0,9	-6,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,4	42,2	42,6	46,4
Recettes publiques	(% du PIB)	42,2	45,5	43,5	40,3
Dette publique	(millions euro)	9 331	9 262	8 347	9 527
	(% du PIB)	64,6	58,3	48,4	56,2
Lettonie					
PIB pm	(millions LVL)	11 172	14 780	16 275	13 244
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LVL)	-52	-45	-672	-1 189
	(% du PIB)	-0,5	-0,3	-4,1	-9,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	38,1	35,7	38,6	42,9
Recettes publiques	(% du PIB)	37,7	35,4	34,4	34,0
Dette publique	(millions LVL)	1 190	1 330	3 181	4 783
	(% du PIB)	10,7	9,0	19,5	36,1
Lituanie					
PIB pm	(millions LTL)	82 793	98 669	111 190	92 353
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LTL)	-371	-1 001	-3 647	-8 214
	(% du PIB)	-0,4	-1,0	-3,3	-8,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	33,6	34,8	37,4	43,0
Recettes publiques	(% du PIB)	33,1	33,8	34,2	34,1
Dette publique	(millions LTL)	14 939	16 698	17 375	27 105
	(% du PIB)	18,0	16,9	15,6	29,3

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2006	2007	2008	2009
Luxembourg					
PIB pm	(millions euro)	34 150	37 466	39 348	37 755
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	466	1 359	1 134	-278
	(% du PIB)	1,4	3,6	2,9	-0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	38,3	36,2	37,2	42,4
Recettes publiques	(% du PIB)	39,7	39,8	40,1	41,6
Dette publique	(millions euro)	2 225	2 502	5 381	5 464
	(% du PIB)	6,5	6,7	13,7	14,5
Hongrie					
PIB pm	(millions HUF)	23 755 487	25 408 080	26 543 252	26 094 824
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-2 212 435	-1 269 133	-1 014 847	-1 055 701
	(% du PIB)	-9,3	-5,0	-3,8	-4,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	52,0	49,8	49,2	49,8
Recettes publiques	(% du PIB)	42,6	44,8	45,4	45,8
Dette publique	(millions HUF)	15 592 499	16 734 203	19 348 025	20 421 261
	(% du PIB)	65,6	65,9	72,9	78,3
Malte					
PIB pm	(millions euro)	5 111	5 459	5 697	5 712
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-131	-118	-255	-218
	(% du PIB)	-2,6	-2,2	-4,5	-3,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,7	42,4	44,8	44,3
Recettes publiques	(% du PIB)	41,2	40,3	40,3	40,5
Dette publique	(millions euro)	3 254	3 379	3 627	3 948
	(% du PIB)	63,7	61,9	63,7	69,1
Pays-Bas					
PIB pm	(millions euro)	540 216	568 664	595 883	570 208
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	2 919	1 095	4 200	-30 210
	(% du PIB)	0,5	0,2	0,7	-5,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,5	45,5	45,9	51,6
Recettes publiques	(% du PIB)	46,1	45,7	46,6	46,3
Dette publique	(millions euro)	255 916	258 592	346 687	347 021
	(% du PIB)	47,4	45,5	58,2	60,9
Autriche					
PIB pm	(millions euro)	256 162	270 782	281 867	276 892
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-3 854	-1 129	-1 232	-9 496
	(% du PIB)	-1,5	-0,4	-0,4	-3,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,5	48,7	49,0	51,8
Recettes publiques	(% du PIB)	47,9	48,1	48,4	48,3
Dette publique	(millions euro)	159 450	161 033	176 544	184 105
	(% du PIB)	62,2	59,5	62,6	66,5
Pologne					
PIB pm	(millions PLN)	1 060 031	1 176 737	1 272 838	1 342 612
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-38 476	-22 105	-46 889	-95 730
	(% du PIB)	-3,6	-1,9	-3,7	-7,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,9	42,2	43,3	44,5
Recettes publiques	(% du PIB)	40,2	40,3	39,6	37,4
Dette publique	(millions PLN)	506 036	529 370	600 829	684 365
	(% du PIB)	47,7	45,0	47,2	51,0
Portugal					
PIB pm	(millions euro)	155 446	163 052	166 463	163 891
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-6 092	-4 218	-4 705	-15 426
	(% du PIB)	-3,9	-2,6	-2,8	-9,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,3	45,8	46,1	51,0
Recettes publiques	(% du PIB)	42,3	43,2	43,2	41,6
Dette publique	(millions euro)	100 522	103 702	110 377	125 910
	(% du PIB)	64,7	63,6	66,3	76,8

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2006	2007	2008	2009
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	344 651	416 007	514 654	491 274
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-7 474	-10 438	-27 931	-40 791
	(% du PIB)	-2,2	-2,5	-5,4	-8,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	35,3	36,0	37,6	40,4
Recettes publiques	(% du PIB)	33,1	33,5	32,1	32,1
Dette publique	(millions RON)	42 583	52 292	68 532	116 526
	(% du PIB)	12,4	12,6	13,3	23,7
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	31 050	34 568	37 135	34 894
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-404	8	-631	-1 915
	(% du PIB)	-1,3	0,0	-1,7	-5,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,5	42,4	44,3	49,9
Recettes publiques	(% du PIB)	43,2	42,4	42,6	44,4
Dette publique	(millions euro)	8 289	8 085	8 389	12 519
	(% du PIB)	26,7	23,4	22,6	35,9
Slovaquie					
PIB pm	(millions euro)	55 046	61 547	67 221	63 332
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 902	-1 143	-1 549	-4 290
	(% du PIB)	-3,5	-1,9	-2,3	-6,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	36,9	34,4	34,8	40,8
Recettes publiques	(% du PIB)	33,5	32,5	32,5	34,0
Dette publique	(millions euro)	16 769	18 053	18 613	22 585
	(% du PIB)	30,5	29,3	27,7	35,7
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	165 643	179 536	184 179	170 971
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	6 645	9 316	7 731	-3 682
	(% du PIB)	4,0	5,2	4,2	-2,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,0	47,3	49,5	55,6
Recettes publiques	(% du PIB)	52,9	52,5	53,6	53,2
Dette publique	(millions euro)	65 696	63 225	63 023	75 217
	(% du PIB)	39,7	35,2	34,2	44,0
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	2 900 790	3 063 145	3 154 630	3 057 056
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	73 720	117 220	77 711	-16 677
	(% du PIB)	2,5	3,8	2,5	-0,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	54,1	52,5	53,1	56,5
Recettes publiques	(% du PIB)	56,5	56,3	55,5	55,7
Dette publique	(millions SEK)	1 326 402	1 248 396	1 207 535	1 293 753
	(% du PIB)	45,7	40,8	38,3	42,3
Royaume-Uni*					
PIB pm	(millions GBP)	1 325 795	1 398 882	1 448 392	1 395 872
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-35 748	-38 721	-71 416	-160 258
	(% du PIB)	-2,7	-2,8	-4,9	-11,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,1	44,2	47,3	51,7
Recettes publiques	(% du PIB)	41,4	41,5	42,5	40,3
Dette publique	(millions GBP)	577 123	624 626	753 625	950 359
	(% du PIB)	43,5	44,7	52,0	68,1
<i>Année budgétaire (ab)</i>					
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 346 209</i>	<i>1 418 246</i>	<i>1 433 951</i>	<i>1 405 706</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-36 017</i>	<i>-39 453</i>	<i>-97 824</i>	<i>-172 577</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>-2,7</i>	<i>-2,8</i>	<i>-6,8</i>	<i>-12,3</i>
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>577 878</i>	<i>620 117</i>	<i>800 124</i>	<i>1 004 072</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>42,9</i>	<i>43,7</i>	<i>55,8</i>	<i>71,4</i>

* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Annexe 1

Principales révisions entre les notifications d'octobre 2009 et d'avril 2010

Des explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette des années 2006 à 2008, effectuées entre les notifications d'octobre 2009 et d'avril 2010 et, ainsi que pour celles du PIB.

Déficit

République tchèque: la hausse du déficit en 2008 est due à la mise à jour des données sur les règlements définitifs d'impôt sur le revenu.

Danemark: la hausse de l'excédent en 2007 est due principalement à la reclassification d'opérations financières en opérations non-financières et à la mise à jour des sources de données relatives à l'impôt sur le revenu.

Estonie: la hausse de l'excédent en 2006 est due à un changement du moment d'enregistrement des amendes sur les stocks de sucre entre les producteurs et le gouvernement.

Irlande: la hausse du déficit en 2008 est due à la mise à jour des sources de données pour l'administration centrale.

Grèce: la hausse du déficit en 2006 et 2007 est due à la mise à jour des sources de données concernant principalement le solde public initial de l'administration centrale et de l'administration de la sécurité sociale, des changements méthodologiques concernant le moment de l'enregistrement des versements forfaitaires reçus par les sous-secteurs de sécurité sociale ainsi que des passifs non initialement enregistrés pour les hôpitaux.

Luxembourg: la hausse de l'excédent en 2008 est due principalement à la mise à jour des sources de données relatives aux investissements gouvernementaux.

Malte: la baisse du déficit en 2008 est due à la mise à jour des sources de données concernant les unités extra budgétaires.

Finlande: la baisse de l'excédent en 2008 est due principalement à la mise à jour des sources de données des administrations locales.

Dette

Danemark: la hausse de la dette de 2006 à 2008 est due principalement aux changements méthodologiques dans l'enregistrement des crédits.

Grèce: la hausse de la dette en 2006 est due à la mise à jour des sources de données relatives à une facilité de crédit à court terme non enregistrée comme passif en fin d'année.

Royaume-Uni: la hausse de la dette en 2006 et 2007 est due principalement au reclassement de "London and Continental Railways" dans le secteur des administrations publiques.

PIB

Par rapport au PIB notifié en Octobre 2009, le PIB de 2008 notifié en avril 2010 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé par un certain nombre d'Etats membres pour de petits montants, excepté pour la **Roumanie** (hausse de 2,1%). Les variations du PIB affectent les ratios de déficit et de dette par un effet de dénominateur.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique entre la notification d'octobre 2009 et la notification d'aril 2010

		Déficit/excédent*			Dette		
		2006	2007	2008	2006	2007	2008
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,6	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,6	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,2	0,0	0,8	0,5	0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,2	0,0	0,8	0,6	0,8
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,7	-1,4	0,1	0,6	0,1	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,7	-1,4	0,1	0,6	0,1	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,3
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,4	-0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,4	-0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique entre la notification d'octobre 2009 et la notification d'avril 2010

		Déficit/excédent*			Dette		
		2006	2007	2008	2006	2007	2008
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,1	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,3	0,3	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,3	0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
UE27	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ZE16	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Annexe 2

Tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière Interventions publiques destinées à soutenir les institutions financières¹

Tableau 1: Gain / coût net pour les administrations publiques enregistré dans le déficit public selon le SEC95
en millions d'euros

	Zone euro (EA16)			UE27		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009
A Recettes (a+b+c+d)	0	1 185	8 645	263	29 013	20 544
a Rémunération des garanties à recevoir	0	240	3 205	0	1 017	6 068
b Intérêts à recevoir	0	586	3 763	263	1 808	5 053
c Dividendes reçus	0	53	1 593	0	53	1 593
d Autres	0	306	85	0	26 135	7 829
B Dépenses (e+f+g+h)	0	4 471	15 936	201	38 278	35 944
e Intérêts à payer ²	0	768	5 901	0	1 502	9 409
f Apports de capitaux augmentant le déficit (transferts en capital)	0	1 100	9 977	0	4 185	22 717
g Appels en garantie	0	0	0	0	0	0
h Autres	0	2 603	58	201	32 591	3 818
C Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B)	0	-3 286	-7 291	62	-9 265	-15 401
C Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B) (en % du PIB)	0,00	-0,04	-0,08	0,00	-0,07	-0,13

Source: Eurostat

Tableau 2: Encours des actifs et des passifs effectifs⁴ et des passifs contingents des administrations publiques
en millions d'euros³

		Zone euro (EA16)			UE27			
		2007	2008	2009	2007	2008	2009	
Administrations publiques	Actifs (D=a+b+c)	D Patrimoine de clôture	0	176 743	211 536	0	215 666	307 267
		a Crédits	0	49 487	20 655	0	69 833	56 394
		b Titres autres qu'actions ⁴	0	62 437	88 672	0	67 700	94 849
		c Actions	0	64 819	101 470	0	78 133	155 285
Administrations publiques	Passifs (E=d+e)	E Patrimoine de clôture Enregistré dans la dette publique selon le SEC95	0	179 591	219 939	-1	245 924	359 453
		d Crédits	0	28 000	43 546	0	30 862	45 338
		e Titres autres qu'actions ⁴	0	151 591	175 720	-1	215 062	313 442
Hors adm. publiques	Passifs contingents (F=f+g+h)	F Patrimoine de clôture Non Enregistré dans la dette publique selon le SEC95	0	509 697	772 681	36 986	849 635	1 192 271
		f Passifs et actifs sous garantie des administrations publiques ⁵	0	493 507	687 067	36 986	638 708	875 197
		g Titres émis dans le cadre d'un dispositif de soutien à la liquidité ⁶	0	1 890	2 727	0	196 627	234 188
		h Entités dédiées au soutien des banques -SPEs ⁷	0	14 300	82 886	0	14 300	82 886
En % du PIB		D Patrimoine de clôture - actifs	0,0	1,9	2,4	0,0	1,7	2,6
		E Patrimoine de clôture - passifs	0,0	1,9	2,4	0,0	2,0	3,0
		F Patrimoine de clôture - passifs contingents	0,0	5,5	8,6	0,3	6,8	10,1

Source: Eurostat

Les tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière visent à donner une image complète de l'impact effectif et potentiel sur le déficit et la dette publics, des interventions publiques relatives à la crise financière.

Ces tableaux montrent seulement les interventions publiques qui concernent directement le soutien aux institutions financières. Les mesures de soutien aux institutions non financières ainsi qu'à l'économie en général ne sont pas incluses dans les tableaux.

Le tableau 1 présente les données enregistrées dans les comptes publics et qui ont un impact effectif sur le déficit/excédent public. Le tableau 2 présente les données sur les stocks d'actifs et de passifs financiers résultant des interventions de soutien aux institutions financières. Il distingue les activités inscrites aux passifs des administrations publiques (incluses dans la dette publique) et celles qui peuvent potentiellement contribuer aux passifs des administrations publiques dans le futur, mais qui sont actuellement contingentes de futurs événements (non incluses pour le moment dans la dette publique).

En particulier, la ligne C du tableau 1 montre l'impact net en termes d'excédent/déficit public des interventions publiques directes dans la crise financière. Il apparaît que les données ont augmenté depuis 2008 et que ces interventions ont accru en 2009 le déficit public de la **zone euro** de 7,3 milliards d'euros, soit d'un montant de 0,08% du PIB. Dans l'**UE27**, l'impact a été de 15,4 mrds, soit 0,13% du PIB.

Le tableau 2 montre que l'impact sur la dette publique a été en 2009 de 220 milliards d'euros (patrimoine de clôture des passifs) dans la **zone euro**, soit 2,4% du PIB. L'impact a été de 359 mrds dans l'**UE27**, soit 3,0% du PIB. En ce qui concerne les passifs contingents (ayant un impact potentiel sur la dette et éventuellement sur le déficit), ceux-ci se montent à 773 milliards dans la **zone euro**, soit 8,6% du PIB et à 1192 mrds dans l'**UE27**, soit 10,1% du PIB.

Des tableaux complémentaires par Etat membre sur l'impact effectif et potentiel sur le déficit et la dette publics sont publiés sur le site d'Eurostat:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil

1. Ce tableau retrace les interventions des administrations publiques en soutien du secteur financier. Il n'inclut pas celles qui s'inscrivent dans un cadre plus général de relance de l'activité économique.
2. Les intérêts à payer sont estimés sur la base des intérêts actuels, sauf quand il existe un financement dédié (voir note explicative).
3. Tous les instruments financiers dans le tableau 2 sont en valeur nominale, à l'exception des actions cotées ordinaires du côté des actifs (qui doivent être enregistrées à la valeur de marché).
4. Par convention, pour évaluer les passifs des administrations publiques (qui sont l'impact sur la dette Maastricht des activités de soutien au secteur financier), les transferts de cash des administrations publiques liés par exemple aux apports de capitaux, attribution de crédits et achat d'actifs sont présumés avoir un impact direct sur la dette publique, à l'exception de l'impact des emprunts directs. En outre, devrait être incluse l'imputation des coûts financiers (intérêts accumulés).
5. Il s'agit de garanties accordées par des administrations publiques à des actifs et passifs hors administrations publiques, à l'exclusion de la garantie des dépôts bancaires et de la garantie des engagements des SPEs incluse en (h). Il s'agit des seules garanties "actives" et non des plafonds de garantie annoncés dans certains plans. Cela inclut également les garanties accordées aux actifs, qui, en cas d'appel de la garantie, impliquent un passif des administrations publiques.
6. Les titres émis dans ces dispositifs très spécifiques de soutien à la liquidité ne sont pas inclus dans la dette publique (voir la décision d'Eurostat et la note d'accompagnement pour plus de détails). Par convention dans la partie 2, ils sont enregistrés ici, comme les garanties, en "passifs contingents, hors administrations publiques", quoique l'exposition des gouvernements est susceptible d'être limité.
7. Dans ce cas précis, ces entités dédiées au soutien des banques dans lesquelles les gouvernements ont un rôle significatif y compris celui de garant, sont classées en-dehors des administrations publiques (voir la décision d'Eurostat et la note d'accompagnement pour plus de détails). Leurs engagements sont enregistrés en dehors du secteur des administrations publiques (comme passifs contingents des administrations publiques).